

# Pourquoi il faut boycotter Sorbonne Université Abu Dhabi

SUD Sorbonne Université – novembre 2023

Sorbonne Université Abu Dhabi (SUAD, anciennement UPSAD pour Université Paris-Sorbonne Abu Dhabi) fêtera bientôt ses 20 ans, et l'offre de formation ne cesse de se développer. De plus en plus d'enseignant-es de Sorbonne Université sont sollicité-es. Nous avons pensé qu'il était temps de faire le bilan, et nous sommes donc penché-es sur les archives de SUAD. Nous n'avons pas été déçu-es !

Abu Dhabi est le plus grand émirat des Émirats Arabes Unis (EAU). En guise de préambule, voici l'introduction du [dernier rapport d'Amnesty International sur les EAU](#) : « *Les Émirats arabes unis ont mis en application de nouvelles lois restreignant fortement la liberté d'expression et de réunion. Les autorités ont maintenu en détention arbitraire des dizaines de victimes de procès collectifs au-delà de la fin de leur peine et soumis un défenseur des droits humains et un dissident à des mauvais traitements sur une longue période. Le gouvernement a réaffirmé sa position contre la reconnaissance des droits des personnes réfugiées.* »

La ministre d'Etat pour la coopération internationale préside le [CA de SUAD](#), où ne siège aucun représentant du personnel ni des étudiant-es. Peut-on en conclure que la politique d'établissement de SUAD est mise au service des intérêts des EAU ? C'est ce que semblent démontrer les mésaventures vécues par des étudiant-es et enseignant-e-s que nous détaillons plus bas, et le mutisme de Sorbonne Université.



Sorbonne Abu Dhabi : « un pont [d'or] entre les civilisations » ?

## Les premiers pas : barbouzeries vintage et commissions rétro

**2006** – L'UPSAD (université Paris-Sorbonne Abu Dhabi) est créée par l'ancien président de Paris IV, Jean-Robert Pitte. [Pascal Renouard de Vallière](#), conseiller en relations internationales, sert d'intermédiaire, ce qui lui vaudra la Légion d'honneur. [Il intentera ensuite un procès](#) contre les Emirats pour récupérer la commission promise de 2 millions de dollars, restée impayée : en cause, une clause d'exclusivité prévue au contrat, concernant l'utilisation de la marque « Sorbonne », que Paris IV ne détient pas puisqu'elle partage l'appellation avec d'autres universités parisiennes ! Le lobbyiste récidivera ensuite pour la création du Louvre Abu Dhabi, puis [il accompagnera en 2015 Marine Le Pen](#), en visite aux EAU pour financer sa campagne présidentielle de 2017.

**2010** – L'article intitulé « La Sorbonne déserte », paru dans Le Canard Enchaîné du 11/08/2010, en fait une description haute en couleurs.

# La Sorbonne déserte

**E**NFIN une fac que ne menace aucune grève, où les profs se battent pour travailler et dont les étudiants ignorent jusqu'au sens du mot blocus. Normal : les enseignants y roulent sur l'or et leurs étudiants sont systématiquement reçus à leurs examens. Cette université de Cocagne existe : la Sorbonne. Pas celle de Paris, mais sa petite sœur qui a ouvert ses portes en 2006 à Abu Dhabi, sur les rives du golfe Persique.

Portée sur les fonts baptismaux par Jean-Robert Pitte, l'ancien président de Paris-IV, cette Sorbonne des sables est censée « faire la nique aux Américains ». La construction d'une antenne du musée du Louvre fait partie de cette vaste offensive culturelle qui fait sonner le tiroir-caisse. L'émirat va verser aux musées français 1 milliard d'euros sur trente ans. Une aubaine. En revanche, à l'Elysée comme au Quai d'Orsay, certains se disent « préoccupés par le scandale qu'est devenue la Sorbonne », accusée de « brader son nom ».

Quelque 350 étudiants y sont actuellement inscrits, dans neuf filières (économie, droit, histoire, géographie, littérature, etc.). Pour y accéder, un tiers d'entre eux ont dû d'abord

apprendre le français – en seulement huit mois. Et aujourd'hui, miracle, 100 % des élèves sont reçus à leurs examens. « Les effectifs sont si réduits – quatre, par exemple, en première année de philo – qu'il faut bien faire passer les élèves au niveau supérieur si on veut maintenir la filière », explique Michel Fichant, le responsable du dossier à la Sorbonne. Qui soupire : « Evidemment, ça ne valorise pas les diplômés. » De fait, la notation n'est pas trop sévère. Témoin cet élève de troisième année de licence de géographie qui, lors d'un contrôle, s'était contenté de recopier les questions marquées au tableau, agrémentées de quelques fautes d'orthographe. Il avait écopé d'un 1 sur 20. Sa note a été remontée à 8 par l'administration. Pas question de lui faire rater sa licence. Et de perdre un client.

Car les étudiants – dont le tiers est originaire des Emirats, les autres venant de divers pays arabes – paient de 15 000 à 25 000 dollars de droits d'inscription annuels. Non seulement la Sorbonne ne débourse pas un sou, mais elle se voit reverser près de 1 million d'euros par sa petite sœur d'Abu Dhabi.

Cette pluie d'or fait quelques heureux. Telle la petite cohorte de professeurs et maîtres de

conférences qui se bousculent pour aller travailler dans cette Sorbonne des sables. Pour quinze à vingt heures de cours réparties sur deux semaines, ils reçoivent, en sus de leur salaire habituel, 7 500 euros de défraiement, donc non imposables. Avec, bien sûr, hébergement dans un hôtel cinq étoiles. Enfin, le voyage aller et retour est assuré en classe « affaires », sauf si le professeur est accompagné de son conjoint : ils se contentent alors de la classe « touriste ». Le tout, évidemment, aux frais des Emirats. Lesquels manifestent de plus en plus leur mécontentement devant ces « turbo-profs ». Les cinq étudiants inscrits en première année d'archéologie, l'année dernière, ont eu droit à quinze enseignants succésifs...

A Paris, aussi, les élèves sont mécontents, car ces professeurs en déplacement ne sont généralement pas remplacés. En 2008-2009, ce sont ainsi 450 semaines de cours qui n'ont pas été assurées à la Sorbonne, selon Michel Fichant. Lequel accuse l'ancien président Jean-Robert Pitte d'avoir lancé une « mission bling-bling sans réflexion et sans prévisions ».

Mais pas sans retombées financières...

**Jérôme Canard**

*Le Canard Enchaîné du 11/08/2010*

## L'âge de raison : SUAD enfile les casseroles comme des perles

**2011** – Un enseignant de l'UPSAD est [emprisonné d'avril à novembre](#) (avec 4 autres enseignants) après avoir s'être publiquement déclaré favorable à une transition démocratique aux EAU. Human Rights Watch lance une pétition. Le président de Paris IV, suivi par son CA, refuse de voter une motion en sa défense. Depuis, cet enseignant purge une peine de 10 ans de prison pour des raisons identiques : [Amnesty International le qualifie de « prisonnier d'opinion »](#).

**2017** – Des centaines de ressortissants-es du Qatar sont expulsé-es des EAU pour des raisons géopolitiques. [Les étudiant-es de SUAD ne sont pas épargné-es](#).

**2018** – Une enseignante-chercheuse, classée première pour le poste de directrice du département de philosophie et sociologie de SUAD – classement validé par le CA de Sorbonne Université – voit sa [nomination refusée par Abu Dhabi](#). Restée sans réponse à ses demandes d'explication, malgré une pétition de soutien de ses collègues, Mme Lamrani ne peut que supposer que [ses activités militantes soient en cause](#).

**Le Louvre Abu Dhabi** – Les liens sont nombreux avec SUAD, depuis leurs origines – nous avons vu plus haut que les mêmes bonnes fées avaient oeuvré avec brio – jusqu'à un Master commun. Sans surprise, le Louvre Abu Dhabi est aussi un concurrent sérieux dans la course à la plus belle batterie de casseroles. L'établissement est par exemple impliqué depuis 2022 dans une affaire de [pillage d'antiquités](#) !

## Et maintenant ? Stop ou encore ?

Les EAU sont un minuscule État fédéral, et pourtant le [premier client de l'industrie d'armement française](#), avec 21.5 milliards d'euros de commandes entre 2013 et 2022. Un accord de défense lie la France aux Emirats depuis 1995, et la France y détient trois bases militaires. La France et les Etats-Unis sont les deux grands partenaires des EAU et de l'Arabie Saoudite dans la guerre qui se déroule au Yemen, causant une [crise humanitaire majeure](#).

**De même que les ONG de défense des droits humains demandent à la France de [cesser ses ventes d'armes aux EAU](#), nous devons refuser de cautionner le soutien de la France aux EAU, en boycottant SUAD.**